

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Mont-Royal

Code géographique : 66072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Rhéaume, atteste la véracité du rapport financier
de Mont-Royal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

Nathalie Rhéaume

Date

2019-05-01

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Mont-Royal,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Mont-Royal (la « Ville ») qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Mont-Royal au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations comparatives retraitées

Nous attirons l'attention sur la note 22 des états financiers, qui explique que certaines informations comparatives présentées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 ont été retraitées. Les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 (avant les ajustements effectués aux fins du retraitement de certaines informations comparatives décrits dans la note 22) ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 17 avril 2018. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Mont-Royal inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S-17, S-18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

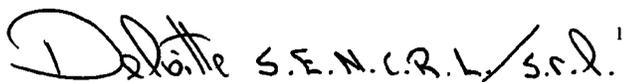
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation.
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

¹
Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹
Brossard, Québec

¹
CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263

DATE 2019-05-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2018	2018	2017
				Redressé note 22
Revenus				
Taxes	1	78 466 838	79 379 530	77 272 989
Compensations tenant lieu de taxes	2	484 372	479 017	454 437
Quotes-parts	3			
Transferts	4	555 700	5 922 935	1 976 599
Services rendus	5	2 965 900	2 635 540	2 732 797
Imposition de droits	6	6 997 500	9 880 389	7 840 247
Amendes et pénalités	7	1 060 000	1 100 030	1 090 156
Revenus de placements de portefeuille	8		161 920	229 821
Autres revenus d'intérêts	9	784 500	1 005 635	728 383
Autres revenus	10	8 900	3 865 667	120 525
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	91 323 710	104 430 663	92 445 954
Charges				
Administration générale	14	16 953 300	15 613 254	14 716 260
Sécurité publique	15	23 251 700	23 063 045	21 922 195
Transport	16	23 679 780	22 676 435	20 862 312
Hygiène du milieu	17	10 568 005	9 823 288	8 904 098
Santé et bien-être	18	930 500	885 055	835 692
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 435 700	6 043 797	2 062 291
Loisirs et culture	20	17 276 225	16 112 522	15 534 514
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 001 600	668 942	787 817
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	96 096 810	94 886 338	85 625 179
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(4 773 100)	9 544 325	6 820 775
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		89 209 771	84 870 215
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		3 080 741	599 522
Solde redressé	28		92 290 512	85 469 737
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		101 834 837	92 290 512

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017 Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	15 962 300	25 521 941
Débiteurs (note 5)	2	14 636 034	9 624 953
Prêts (note 6)	3	40 000	42 500
Placements de portefeuille (note 7)	4	10 042 060	10 024 610
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	312 000	250 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	40 992 394	45 464 004
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 967 737	15 376 986
Revenus reportés (note 12)	12	1 213 862	1 027 983
Dette à long terme (note 13)	13	25 066 590	28 987 884
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	36 248 189	45 392 853
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	4 744 205	71 151
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	96 440 159	91 648 061
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	614 348	571 300
Autres actifs non financiers (note 17)	20	36 125	
	21	97 090 632	92 219 361
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	101 834 837	92 290 512

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017 Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(4 773 100)	9 544 325	6 820 775
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	9 857 650 ) (	7 298 639)
Produit de cession	3			38 835
Amortissement	4		5 063 961	5 153 054
(Gain) perte sur cession	5		1 591	(13 237)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(4 792 098)	(2 119 987)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(43 048)	30 502
Variation des autres actifs non financiers	10		(36 125)	13 187
	11		(79 173)	43 689
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(4 773 100)	4 673 054	4 744 477
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(3 009 590)	(5 272 848)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		3 080 741	599 522
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		71 151	(4 673 326)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		4 744 205	71 151

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017 Redressé note 22
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 544 325	6 820 775
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 063 961	5 153 054
Autres			
- Perte (gain) sur disposition	3	1 591	(13 237)
-	4		
	5	14 609 877	11 960 592
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(5 011 081)	(2 086 309)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(5 409 249)	33 864
Revenus reportés	9	185 879	(25 312)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(62 000)	(724 000)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(43 048)	30 502
Autres actifs non financiers	13	(36 125)	13 187
	14	4 234 253	9 202 524
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(9 857 650)	(7 298 639)
Produit de cession	16		38 835
	17	(9 857 650)	(7 259 804)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	(14 950)	(58 731)
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(10 000 000)	(20 000 000)
Cession	21	10 000 000	20 000 000
	22	(14 950)	(58 731)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 766 908	8 509 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(6 723 808)	(5 305 700)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	35 606	(44 685)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(3 921 294)	3 158 615
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(9 559 641)	5 042 604
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	25 521 941	20 479 337
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	25 521 941	20 479 337
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	15 962 300	25 521 941

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Mont-Royal (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu du décret 1075-2005 daté du 9 novembre 2005 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations L.R.Q., c. E-20.001*, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Les états financiers contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des passifs, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille, qui sont principalement constitués de certificats de dépôts garantis sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation. Les immobilisations en cours de réalisation ne sont pas amorties. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures: 10 à 40 ans
Bâtiments: 25 et 40 ans
Améliorations locatives: 15 ans
Véhicule: 5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Machinerie, outillage et équipement: 5 à 20 ans
Autres: 1 et 10 ans

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Au cours de l'exercice, les stocks désuets d'une valeur de 17 780 \$ ont été radiés des livres.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

Les revenus de loisir sont constatés lorsque les services sont rendus conformément aux conditions des accords.

Les revenus de Fonds de parc et terrains de jeux sont enregistrés dans l'exercice au cours duquel ils sont utilisés aux fins prescrites.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, pour lesquelles il existe une norme environnementale et que la contamination dépasse celle-ci, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

E) Revenus*Constataion des revenus*

- Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications du rôle d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
- Les revenus de placements de portefeuille et les autres revenus d'intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé;
- Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Il en est de même pour le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM).

Le régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de 3 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

La Ville a adopté le chapitre SP2200, « Information relative aux apparentés » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit ce qu'on entend par un apparenté et établit les informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3210, « Actifs » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre a pour objet de fournir des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans le chapitre SP1000, « Fondements conceptuels des états financiers », et d'établir des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3320, « Actifs éventuels » pour les exercices ouverts à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit et établit des normes relatives aux informations à fournir pour des catégories précises d'actifs éventuels. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3380, « Droits contractuels » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. L'adoption de ce chapitre a eu comme incidence d'inscrire des informations supplémentaires dans les notes complémentaires aux états financier au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3420, « Opérations interentités » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 15 962 300	25 521 941
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 15 962 300	25 521 941
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 7 329 991	6 525 927
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
Fonds de roulement : 1 593 328 \$ (1 804 489 \$ en 2017)		
Fonds de stationnement : 0 \$ (23 000 \$ en 2017)		
Fonds de parcs et terrains de jeux : 1 002 395 \$ (853 715 \$ en 2017)		
Réserve financière - Assurance : 445 020 \$ (485 020 \$ en 2017)		
Réserve financière - Élection : 136 000 \$ (78 474 \$ en 2017)		
Réserve financière - Remboursement de la dette à long terme : 3 868 608 \$ (3 201 699 \$ en 2017)		
Solde disponible des règlements d'emprunt fermés : 284 640 \$ (79 530 \$ en 2017)		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 3 700 521	4 302 296
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 9 939 575	4 448 683
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 653 745	324 854
Organismes municipaux	15	
<i>Autres</i>		
- Avance, amende, facturation	16 342 193	549 120
-	17	
	18 14 636 034	9 624 953
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 2 561 607	2 689 316
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 2 561 607	2 689 316
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 39 500	43 000
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- Prêt Club de curling VMR	26	40 000	42 500
-	27		
	28	40 000	42 500
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

Prêt accordé au Club de curling de Mont-Royal, sans intérêt, remboursable sur une période de 10 ans, échéant en 2026.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	42 060	24 610
Autres placements	31	10 000 000	10 000 000
	32	10 042 060	10 024 610
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Le placement à titre d'investissement représente la quote-part de la Ville dans le fonds de garantie de franchise collective d'assurances de l'Union des municipalités du Québec.

Les autres placements de portefeuille sont composés de certificats de dépôts garantis portant intérêts à des taux de 2,26 % et 2,29 % et échéant le 23 février 2019 et le 25 février 2019.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 813 000	1 782 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(1 501 000)	(1 532 000)
	37	312 000	250 000

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 758 000	1 354 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	51 000	60 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	29 011	28 661
	43	1 838 011	1 442 661

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)

44

Autres

45

46

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	3 902 914	8 123 404
Salaires et avantages sociaux	48	1 752 085	1 977 982
Dépôts et retenues de garantie	49	2 889 418	3 851 685
Provision pour contestations d'évaluation	50	1 163 500	847 500
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus sur la dette	53	139 820	171 415
- Autres provisions	54	120 000	405 000
-	55		
-	56		
-	57		
	58	9 967 737	15 376 986

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	1 002 395	853 715
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus des loisirs	68	211 467	174 268
-	69		
-	70		
-	71		
	72	1 213 862	1 027 983

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	2,54	2019	2024	73	25 212 100	29 169 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	25 212 100	29 169 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(145 510)	(181 116)
					83	25 066 590	28 987 884

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2018</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2019	84	92	3 180 200	100	109	117	3 180 200
2020	85	93	5 965 300	101	110	118	5 965 300
2021	86	94	5 074 300	102	111	119	5 074 300
2022	87	95	7 072 700	103	112	120	7 072 700
2023	88	96	2 017 200	104	113	121	2 017 200
2024 et +	89	97	1 902 400	105	114	122	1 902 400
	90	98	25 212 100	106	115	123	25 212 100
Intérêts et frais accessoires			107	()		124	()
	91	99	25 212 100	108	116	125	25 212 100

Note

		2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	4 744 205	71 151
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	4 744 205	71 151

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	11 470 627	158	2 419 036	185		212	13 889 663
Eaux usées	131	6 022 744	159	949 409	186		213	6 972 153
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	75 902 292	160	9 525 761	187		214	85 428 053
Autres	133	14 237 559	161	1 985 381	188	2	215	16 222 938
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	36 160 943	163	1 838 253	190		217	37 999 196
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	10 546 634	165	54 733	192	35 657	219	10 565 710
Ameublement et équipement de bureau	138	9 199 325	166	357 131	193		220	9 556 456
Machinerie, outillage et équipement divers	139	7 649 856	167	70 268	194	121 972	221	7 598 152
Terrains	140	5 003 028	168		195		222	5 003 028
Autres	141	740 056	169		196		223	740 056
	142	<u>176 933 064</u>	170	<u>17 199 972</u>	197	<u>157 631</u>	224	<u>193 975 405</u>
Immobilisations en cours	143	<u>13 890 134</u>	171	<u>(7 342 322)</u>	198	<u>69 349</u>	225	<u>6 478 463</u>
	144	<u>190 823 198</u>	172	<u>9 857 650</u>	199	<u>226 980</u>	226	<u>200 453 868</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	3 078 600	173	287 167	200		227	3 365 767
Eaux usées	146	2 525 895	174	165 971	201		228	2 691 866
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	47 372 059	175	2 185 669	202		229	49 557 728
Autres	148	9 668 525	176	423 643	203		230	10 092 168
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	15 564 090	178	1 160 983	205		232	16 725 073
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	7 772 694	180	303 648	207	89 107	234	7 987 235
Ameublement et équipement de bureau	153	8 583 997	181	220 214	208		235	8 804 211
Machinerie, outillage et équipement divers	154	3 869 221	182	316 666	209	136 282	236	4 049 605
Autres	155	740 056	183		210		237	740 056
	156	<u>99 175 137</u>	184	<u>5 063 961</u>	211	<u>225 389</u>	238	<u>104 013 709</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>91 648 061</u>					239	<u>96 440 159</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>		<u>_____</u>		<u>_____</u>	249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
<hr/>		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
<hr/>		
Note		
<hr/>		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Quote-part Fonds de garantie	256	36 125
-	257	
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	36 125
<hr/>		
Note		
<hr/>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats de construction, de services, de location de véhicules lourds, d'achat d'équipements et de fourniture de matériel, échéant à différentes dates jusqu'en 2029, à verser une somme totale de 7 829 746 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2019 :	6 940 972 \$
2020 :	478 011 \$
2021 :	270 347 \$
2022 :	81 380 \$
2023 :	40 455 \$
2023 à 2029 :	18 581 \$

19. Droits contractuels

La Ville a signé deux baux de location avec des restaurateurs pour l'utilisation des immeubles situés au 1275 chemin Dunkirk et au 3201 boulevard Graham, aux fins d'y exploiter des restaurants-terrasses. Ces baux prévoient le versement de loyers pour un montant total de 1 719 963 \$ sur une période s'échelonnant jusqu'en 2033.

La Ville a signé deux ententes avec les villes de Sainte-Anne-De-Bellevue et de Hampstead pour les services de répartition des appels de la sécurité publique. Ces ententes prévoient le versement de loyers pour un montant de 154 151 \$ jusqu'en 2021.

La Ville a signé une convention de gestion avec le Club de Curling de Mont-Royal (le Club) pour l'administration du club de curling dont les installations sont situées au 5, avenue Montgomery. Cette convention de gestion prévoit le versement à la Ville, d'une partie des recettes du Club totalisant 91 590 \$ jusqu'en 2025.

La Ville a signé un bail avec la compagnie Kraft Canada inc. pour la location d'une portion du chemin Montview. Ce bail prévoit le versement de loyers pour un montant total de 60 362 \$ jusqu'en 2022.

La Ville a signé un bail de location avec L'Atelier de menuiserie Nouveaux Horizons de Mont-Royal pour l'utilisation des locaux de l'édifice situé au 210 Dunbar, aux fins d'un atelier de menuiserie. Ce bail prévoit le versement de loyers pour un montant total de 4 443 \$ jusqu'en 2021.

La Ville a signé une entente avec la compagnie Communauto inc. pour la location de deux espaces de stationnement extérieurs sur le terrain situé à l'Hôtel de Ville de Mont-Royal, au 90 avenue Roosevelt, aux fins d'offrir un service d'auto partage. Cette entente prévoit le versement de loyers pour un montant total de 2 208 \$ par année et les parties peuvent mettre fin à l'entente en tout temps avec un préavis de 60 jours.

Les revenus minimums à recevoir en vertu de ces baux, convention et ententes pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2019 :	208 587 \$
2020 :	207 932 \$
2021 :	172 462 \$
2022 :	134 103 \$
2023 :	133 155 \$
2023 à 2029 :	1 176 478 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

La Ville ne cautionne ni ne garantie aucune autre partie.

b) Auto-assurance

En matière d'assurance, la Ville couvre ses risques par un portefeuille d'assurances générales.

La Ville pourvoit par l'entremise d'une réserve aux couvertures du régime d'assurance vie applicable à certains employés retraités de Ville de Mont-Royal. La Ville a créé une réserve financière qui s'élève à 445 020 \$ au 31 décembre 2018 pour le financement de ce régime.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2018, les réclamations en instance contre la Ville s'élèvent approximativement à 149 000 \$. Elles comprennent notamment des poursuites concernant des actions en dommages et intérêts. La Ville conteste ces réclamations et elle a établi des provisions au montant de 30 000 \$ à cet égard. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges. Cependant, les montants additionnels que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser seront enregistrés dans les exercices au cours desquels ils se réaliseront.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit : la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement, les surplus non affectés, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, l'Administration municipale a relevé que le traitement des revenus de droit sur les mutations immobilières et de transfert gouvernemental était erroné. En conséquence, les soldes de l'exercice comparatif au 31 décembre 2017 ont été corrigés :

L'application de ces corrections, a eu les incidences suivantes sur les résultats, la situation financière, la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et les flux de trésorerie de la Ville aux 31 décembre 2018 et 2017 et pour les exercices terminés à ces dates :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2017
	\$
État des résultats	
Revenus	
Fonctionnement - Imposition de droits	1 768 591
Investissement - Transfert du gouvernement du Québec	712 628
Excédent de l'exercice	2 481 219
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	599 522
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	3 080 741
État de la situation financière	
Actifs financiers - Débiteurs à recevoir	2 368 113
Actifs financiers - Transferts à recevoir	712 628
Actifs financiers nets (dette nette)	3 080 741
Excédent (déficit) accumulé	3 080 741
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	
Excédent de l'exercice	2 481 219
Variation des actifs financier nets ou de la dette nette	2 481 219
Redressement aux exercices antérieurs	599 522
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin	3 080 741
État des flux de trésorerie	
Excédent (déficit) de l'exercice	2 481 219
Variation nette des éléments hors caisse - Débiteurs	(2 481 219)

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25 Agglomération de Montréal et Ville de Montréal

La Ville fait partie de l'Agglomération de Montréal. Le conseil d'agglomération est une instance politique formée des élus et élues de Montréal et des 15 villes reconstituées, ayant des pouvoirs relatifs aux services communs touchant toute la population de l'île de Montréal, tels que la police, la sécurité incendie, la production de l'eau potable, le traitement des eaux usées, la gestion du réseau routier artériel et la cour municipale.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à l'Agglomération de Montréal une quote-part de 48 871 361 \$ (44 663 703 \$ en 2017) se détaillant comme suit :

- Quote-part générale de 45 086 896 \$ (41 365 006 \$ en 2017)
- Quote-part service de l'eau de 2 729 675 \$ (2 447 660 \$ en 2017)
- Quote-part tarifaire pour les compteurs d'eau de 1 346 \$ (0\$ en 2017)
- Quote-part premiers répondants de 177 628 \$ (153 818 \$ en 2017)
- Quote-part dettes et voirie artérielle de 135 464 \$ (140 377 \$ en 2017)
- Quote-part travaux admissibles à la TECQ de 470 352 \$ (415 971 \$ en 2017)
- Quote-part travaux admissibles à la FCCQ de 270 000 \$ (140 871 \$ en 2017)

Au cours de l'exercice la Ville a versé à l'Agglomération de Montréal un montant de 1 399 293 \$ (1 033 897 \$ en 2017) pour l'alimentation en eau potable auquel a été ajouté 4 090 \$ en intérêts;

Au cours de l'exercice la Ville a fourni à l'Agglomération de Montréal des services d'une valeur de 29 653 \$ (53 231 \$ en 2017) pour les activités qui lui ont été déléguées dans le cadre de l'entretien du réseau principal d'aqueduc.

Également, en vertu d'une entente entre les villes reconstituées et la Ville de Montréal, la Ville a versé une contribution de 984 615 \$ (892 479 \$ en 2017) pour les dépenses d'aménagement et de réaménagement du domaine public et les travaux d'infrastructures dans le secteur du centre-ville de Montréal.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à la Ville de Montréal une somme de 26 863 \$ (24 311 \$ en 2017) pour les services de déneigement du rond-point de l'Acadie et ses bretelles.

26 Communauté métropolitaine de Montréal

La Ville fait partie de la CMM, un organisme de réglementation, de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la Loi sur la communauté métropolitaine de Montréal (2000, chapitre 34) dans les domaines reliés à l'aménagement du territoire, au développement économique, au développement artistique ou culturel, au logement social, aux équipements, infrastructures, services et activités à caractère métropolitain, au transport en commun et au réseau artériel métropolitain, à la planification de la gestion des matières résiduelles, à l'assainissement de l'atmosphère et à l'assainissement des eaux.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à la CMM une contribution de 745 021 \$ (739 665 \$ en 2017).

27 Provision pour contestations d'évaluation

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2014 à 2019. Actuellement, il

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 1 163 500 \$ (847 500 \$ en 2017) a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

28 Flux de trésorerie

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Intérêts payés au cours de l'exercice	572 258 \$	618 338 \$
Intérêts reçus au cours de l'exercice	1 152 488 \$	971 747 \$

29 Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017 Redressé note 22
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	78 466 838	79 379 530		79 379 530	77 272 989
Compensations tenant lieu de taxes	2	484 372	479 017		479 017	454 437
Quotes-parts	3					
Transferts	4	555 700	586 986		586 986	530 231
Services rendus	5	2 965 900	2 635 540		2 635 540	2 732 797
Imposition de droits	6	6 997 500	9 880 389		9 880 389	7 840 247
Amendes et pénalités	7	1 060 000	1 100 030		1 100 030	1 090 156
Revenus de placements de portefeuille	8	172 500	161 920		161 920	229 821
Autres revenus d'intérêts	9	612 000	1 005 635		1 005 635	728 383
Autres revenus	10	8 900	3 865 667		3 865 667	14 026
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	91 323 710	99 094 714		99 094 714	90 893 087
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	60 000	5 335 949		5 335 949	1 446 368
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					106 499
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	60 000	5 335 949		5 335 949	1 552 867
	21	91 383 710	104 430 663		104 430 663	92 445 954
Charges						
Administration générale	22	16 564 300	15 233 334	379 920	15 613 254	14 716 260
Sécurité publique	23	23 172 700	22 984 123	78 922	23 063 045	21 922 195
Transport	24	20 589 780	19 703 368	2 973 067	22 676 435	20 862 312
Hygiène du milieu	25	10 042 005	9 297 615	525 673	9 823 288	8 904 098
Santé et bien-être	26	930 500	885 055		885 055	835 692
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 363 700	5 971 000	72 797	6 043 797	2 062 291
Loisirs et culture	28	16 332 225	15 078 940	1 033 582	16 112 522	15 534 514
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	1 001 600	668 942		668 942	787 817
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	5 100 000	5 063 961	(5 063 961)		
	33	96 096 810	94 886 338		94 886 338	85 625 179
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(4 713 100)	9 544 325		9 544 325	6 820 775

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(4 713 100)	9 544 325	6 820 775
Moins: revenus d'investissement	2 (	60 000 ) (	5 335 949 ) (	1 552 867)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(4 773 100)	4 208 376	5 267 908
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	5 100 000	5 063 961	5 153 054
Produit de cession	5			38 835
(Gain) perte sur cession	6		1 591	(13 237)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	5 100 000	5 065 552	5 178 652
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		3 864 891	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		3 864 891	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		(14 950)	(58 731)
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		(14 950)	(58 731)
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 956 900 ) (	3 829 198 ) (	4 657 768)
	18	(3 956 900)	(3 829 198)	(4 657 768)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	3 864 891 ) (	42 477)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 725 000	1 725 000	400 000
Réserves financières et fonds réservés	22	1 905 000	2 028 738	2 339 040
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	3 630 000	(111 153)	2 696 563
	26	4 773 100	4 975 142	3 158 716
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		9 183 518	8 426 624

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations Redressé note 22
Revenus d'investissement	1	5 335 949	1 552 867
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(317 570)	(112 837)
Sécurité publique	3	(102 503)	()
Transport	4	(4 458 599)	(4 214 955)
Hygiène du milieu	5	(4 094 790)	(2 457 712)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(884 188)	(513 135)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(9 857 650)	(7 298 639)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	(3 864 891)	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		8 009 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	3 864 891	42 477
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	3 554 820	1 222 611
Réserves financières et fonds réservés	17	333 264	495 511
	18	7 752 975	1 760 599
	19	(5 969 566)	2 470 960
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(633 617)	4 023 827

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
Rémunération	1	15 816 000	15 213 214	14 921 687
Charges sociales	2	5 260 100	4 423 346	4 210 907
Biens et services	3	17 995 310	18 980 693	14 007 125
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	795 800	590 622	640 745
D'autres organismes municipaux Du gouvernement du Québec et ses entreprises	5			
D'autres tiers	6			
Autres frais de financement	8	205 800	78 320	147 072
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	50 602 800	50 600 997	46 295 848
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	25 000	20 998	24 966
Amortissement des immobilisations	14	5 100 000	5 063 961	5 153 054
Autres				
- Éventualités	15	216 000	(118 849)	158 054
- Créances douteuses	16	20 000	16 142	13 720
- Réclamations	17	60 000	16 894	52 001
	18	96 096 810	94 886 338	85 625 179

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21

Solde du Fonds local d'investissement

22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18

Passifs

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14
	15
	16
Excédent (déficit) de l'exercice	17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	11 919 644	9 924 086
Excédent de fonctionnement affecté	2	17 298 377	17 767 765
Réserves financières et fonds réservés	3	6 329 002	6 027 429
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	(
Financement des investissements en cours	5	(7 583 913)	(6 664 255)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	73 871 727	65 235 487
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	101 834 837	92 290 512
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	11 919 644	9 924 086
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	11 919 644	9 924 086
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Enlèvement de la neige	12	700 000	700 000
- Construction -Centre récréatif	13	11 963 446	10 000 000
- Réfection Viaduc Rockland	14		4 361 044
- Activités d'investissement	15	501 851	1 002 416
- Véhicules et équipement lourds	16	58 080	129 305
- Budget fonct. années futures	17	3 250 000	1 500 000
- Aménagement d'un parc	18	500 000	
- Oeuvre d'art public	19	250 000	
- Autres projets	20	75 000	75 000
	21	17 298 377	17 767 765
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	17 298 377	17 767 765
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Élection	27	136 000	78 473
- Auto-assurance	28	445 020	485 020
- Remboursement de la dette	29	3 868 608	3 556 916
- Excédent de finan. fonds roul.	30	1 407	
-	31		
	32	4 451 035	4 120 409
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 593 328	1 804 490
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	284 639	79 530
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds de stationnement	45		23 000
-	46		
	47	1 877 967	1 907 020
	48	6 329 002	6 027 429

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () (
Assainissement des sites contaminés	55 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	56 () (
Autres	57 () (
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres	66 () (
-	67 () (
-	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres	72 () (
-	73 () (
-	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Financement des investissements en cours**

Financement non utilisé	82	235	303 185
Investissements à financer	83 (	7 584 148 ) (	6 967 440)
	84	(7 583 913)	(6 664 255)

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs

Éléments d'actif

Immobilisations	85	96 440 159	91 648 061
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87	40 000	42 500
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	42 060	24 610
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	96 522 219	91 715 171
Ajustements aux éléments d'actif	91	1	
	92	96 522 220	91 715 171

Éléments de passif correspondant

Dette à long terme	93 (	25 066 590 ) (	28 987 884)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	145 510 ) (	181 116)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	2 561 607	2 689 316
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	22 650 493 ) (	26 479 684)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (	22 650 493 ) (	26 479 684)
	101	73 871 727	65 235 487

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Mont-Royal parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur les salaires de carrière indexés jusqu'à la cessation de participation pour les cols bleus syndiqués et les cols blancs syndiqués et sur les salaires de fin de carrière pour les cadres et les professionnels.

Les rentes étaient indexées partiellement après la retraite mais, tel que prescrit par la Loi RRSM, cette indexation automatique a été abolie pour les participants actifs.

Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime déposée auprès de Retraite Québec au 31 décembre 2016, la situation financière du Régime au 31 décembre 2016 était la suivante :

Volet antérieur

Le volet antérieur au 1er janvier 2014 du Régime était capitalisé à 96,6 % et le degré de solvabilité était de 81,8 %. Le déficit actuariel du volet antérieur au 1er janvier 2014 du Régime sur base de capitalisation s'élevait à 2 001 100 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 13 430 300 \$ au 31 décembre 2016. Des cotisations additionnelles de 333 400 \$ sont requises afin d'éliminer le déficit sur base de capitalisation au cours des années suivant la date de l'évaluation actuarielle.

Nouveau volet

Le volet postérieur au 31 décembre 2013 du Régime était capitalisé à 100 % et le degré de solvabilité était de 87,1 %. Le déficit actuariel du volet postérieur au 31 décembre 2013 du Régime sur base de capitalisation s'élevait à 0 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 858 700 \$ au 31 décembre 2016.

Les cotisations requises au Régime en 2017 pour les participants actifs sont de 3,6 % du salaire pour les cols bleus syndiqués et les cols blancs syndiqués et de 3,0 % pour les cadres et les professionnels. Le coût du service courant de l'employeur correspond à 14,2 % de la masse salariale cotisable des cols bleus syndiqués et des cols blancs syndiqués actifs depuis 2014 et de 14,7 % de la masse salariale cotisable des cadres et des professionnels actifs depuis 2014.

Les cotisations requises au Régime en 2018 et 2019 pour les participants actifs sont de 7,04 % du salaire pour les cols bleus syndiqués et les cols blancs syndiqués et de 6,89 % pour les cadres et les professionnels. Le coût du service courant de l'employeur correspond à 12,53 % de la masse salariale cotisable des cols bleus syndiqués et des cols blancs syndiqués actifs depuis 2014 et de 13,41 % de la masse salariale cotisable des cadres et des professionnels actifs depuis 2014.

En 2016, la table de mortalité utilisée est la table CPM-2014 avec projection générationnelle des améliorations futures de la longévité selon l'échelle d'amélioration CPM-B. La table de mortalité a été modifiée depuis la dernière évaluation actuarielle afin de refléter une meilleure estimation à long terme.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 782 000	1 067 000
Charge de l'exercice	4 (1 758 000)	(1 354 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 789 000	2 069 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>1 813 000</u>	<u>1 782 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 72 716 000	70 171 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>72 716 000</u>)	(<u>70 171 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>1 813 000</u>	<u>1 782 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 813 000	1 782 000
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>1 813 000</u>	<u>1 782 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>72 716 000</u>	<u>70 171 000</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>72 716 000</u>)	(<u>70 171 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 048 000	2 043 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	(638 000)
	20 <u>2 048 000</u>	<u>1 405 000</u>
Cotisations salariales des employés	21 (771 000)	(362 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 <u>1 277 000</u>	<u>1 043 000</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 298 000	209 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	114 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
- Coti. fonds de stabilisation	29 192 000	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>1 767 000</u>	<u>1 366 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 3 690 000	3 623 000
Rendement espéré des actifs	33 (3 699 000)	(3 635 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (9 000)	(12 000)
Charge de l'exercice	35 <u>1 758 000</u>	<u>1 354 000</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 827 000	4 182 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (3 699 000)	(3 635 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (872 000)	547 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 543 000	(1 585 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (2 842 000)	(2 608 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 69 209 000	71 869 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 2 330 000	2 409 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 941 000	1 027 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 10	10
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,29 %	5,28 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,29 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
- CPM2014 - CPM-B	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1 54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville parraine un régime d'assurance collective à la retraite, offrant des protections d'assurance vie et de soins de santé à la retraite.

Assurance vie

Les groupes d'employés suivants ont droit à une protection de 10 000 \$ auto-assurée et entièrement payée par la Ville de Mont-Royal:

- Cadres retraités avant le 1er décembre 1995 à l'exception d'un cas spécial pour un cadre qui a pris sa retraite en février 1996.
- Cols bleus et cols blancs retraités avant le 1er janvier 2004.

Soins de santé

Les groupes d'employés suivants ont droit à une protection pour les soins de santé au moment de la retraite payée à 50 % par la Ville de Mont-Royal:

- Les membres de l'état-major des pompiers retraités avant le 31 décembre 2005.
- Cadres futurs retraités et retraités.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 532 000)	(1 541 000)
Charge de l'exercice	56 (51 000)	(60 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 82 000	69 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(1 501 000)</u>	<u>(1 532 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (<u>1 311 000</u>)	(<u>1 436 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 311 000)	(1 436 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 <u>(190 000)</u>	<u>(96 000)</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 501 000)	(1 532 000)
Provision pour moins-value	64 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(1 501 000)</u>	<u>(1 532 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 45 000	44 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 _____	_____
	72 <u>45 000</u>	<u>44 000</u>
Cotisations salariales des employés	73 (_____)	(_____)
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (_____)	(_____)
	75 45 000	44 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (40 000)	(35 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>5 000</u>	<u>9 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>46 000</u>	<u>51 000</u>
Rendement espéré des actifs	85 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>46 000</u>	<u>51 000</u>
Charge de l'exercice	87 <u>51 000</u>	<u>60 000</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 134 000	46 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92 82 000	69 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 11	9
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 3,25 %	3,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 7,40 %	7,50 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,90 %	5,30 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 029	2 026
Autres hypothèses économiques		
- Mortalité CPM2014 - CPM-B	104	
-	105	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Cotisations des élus au RREM	116 <u>8 609</u>	<u>8 505</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117 29 011	28 661
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118 <u>29 011</u>	<u>28 661</u>
	119	

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	76 166 838	76 936 834	74 920 151
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	76 166 838	76 936 834	74 920 151
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 300 000	2 442 696	2 352 838
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 300 000	2 442 696	2 352 838
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 300 000	2 442 696	2 352 838
	27	78 466 838	79 379 530	77 272 989

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34	22 383	56 558
Écoles primaires et secondaires	35	449 626	410 096
	36	472 009	420 757
		466 654	442 345
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	472 009	466 654
			442 345
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	12 363	12 363
Taxes sur une autre base			12 092
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45	12 363	12 363
			12 092
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	484 372	479 017
			454 437

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	203 200	216 535
Matières recyclables			196 826
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	5 000	3 776
Activités culturelles			3 440
Bibliothèques	88	37 500	48 300
Autres	89	50 000	56 200
Réseau d'électricité	90		
	91	295 700	318 611
			256 466

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	3 564 289	1 316 276
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	1 765 160	130 092
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	60 000	6 500
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	60 000	5 335 949
		1 446 368	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	260 000	268 375	273 765
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	260 000	268 375	273 765
TOTAL DES TRANSFERTS	141	615 700	5 922 935	1 976 599

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	41 800	29 653
Réseau de distribution de l'eau potable	158		53 231
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables	161		
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	41 800	29 653
53 231			
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité	182		
	183	41 800	29 653
53 231			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186	220 500	189 861
	187	220 500	189 861
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191	106 600	95 511
	192	106 600	95 511
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195	70 000	50 067
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200	169 200	35 720
	201	239 200	85 787
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206	1 500	480
Matières recyclables	207		
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211	6 800	16 282
	212	8 300	16 282
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220	87 600	106 512
	221	87 600	106 512
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222	989 200	958 917
Activités culturelles			
Bibliothèques	223	35 900	36 081
Autres	224	1 236 800	1 116 936
	225	2 261 900	2 111 934
Réseau d'électricité			
	226		
	227	2 924 100	2 605 887
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	2 965 900	2 732 797

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	1 143 500	1 362 802	899 442
Droits de mutation immobilière	230	5 854 000	8 517 587	6 940 805
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	6 997 500	9 880 389	7 840 247
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	1 060 000	1 100 030	1 090 156
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235	172 500	161 920	229 821
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	612 000	1 005 635	728 383
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		(1 591)	13 237
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		3 864 891	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			106 499
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	8 900	2 367	789
	246	8 900	3 865 667	120 525
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	675 100	526 980			526 980	509 521
Greffe et application de la loi	2	1 764 900	1 477 069	16 695		1 493 764	1 893 091
Gestion financière et administrative	3	3 997 700	3 591 227	61 474		3 652 701	3 284 873
Évaluation	4	380 000	380 000			380 000	381 585
Gestion du personnel	5	884 200	772 068			772 068	688 860
Autres							
- Bâiments et autres	6	5 701 600	5 325 660	301 751		5 627 411	4 337 510
- Agglomération de Montréal	7	3 160 800	3 160 330			3 160 330	3 620 820
	8	16 564 300	15 233 334	379 920		15 613 254	14 716 260
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	13 503 900	13 503 900	28 283		13 532 183	12 942 822
Sécurité incendie	10	7 541 300	7 541 300	19 329		7 560 629	7 185 835
Sécurité civile	11	32 400	32 500			32 500	42 398
Autres	12	2 095 100	1 906 423	31 310		1 937 733	1 751 140
	13	23 172 700	22 984 123	78 922		23 063 045	21 922 195
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 030 495	2 661 164	2 509 246		5 170 410	5 292 115
Enlèvement de la neige	15	3 852 355	3 545 737	268 724		3 814 461	3 759 583
Éclairage des rues	16	625 765	534 544	41 706		576 250	584 366
Circulation et stationnement	17	685 065	565 860			565 860	545 854
Transport collectif							
Transport en commun	18	12 127 300	12 127 263			12 127 263	10 265 017
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	268 800	268 800	153 391		422 191	415 377
	22	20 589 780	19 703 368	2 973 067		22 676 435	20 862 312

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 438 800	4 625 291		4 625 291		3 834 708
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 623 430	1 326 738	295 579	1 622 317		1 625 687
Traitement des eaux usées	25						
Réseaux d'égout	26	1 296 975	955 805	165 971	1 121 776		1 032 567
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	531 100	426 047		426 047		1 695 214
Élimination	28	1 242 000	1 242 000		1 242 000		
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	466 200	350 278	32 927	383 205		348 599
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	213 200	184 762	31 196	215 958		193 233
Traitement	32						
Matériaux secs	33	110 300	59 408		59 408		53 216
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	120 000	127 286		127 286		120 874
Autres	39						
	40	10 042 005	9 297 615	525 673	9 823 288		8 904 098
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	550 400	548 368		548 368		556 572
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	380 100	336 687		336 687		279 120
	44	930 500	885 055		885 055		835 692
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 098 200	920 943	72 797	993 740		999 824
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	111 200	111 300		111 300		114 476
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	291 600	211 527		211 527		234 621
Tourisme	49						
Autres	50	834 900	834 539		834 539		704 891
Autres	51	27 800	3 892 691		3 892 691		8 479
	52	2 363 700	5 971 000	72 797	6 043 797		2 062 291

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	958 970	801 955	74 375	876 330	837 433
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 488 900	1 417 502	140 963	1 558 465	1 497 455
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 118 860	960 756	100 183	1 060 939	988 138
Parcs et terrains de jeux	56	6 050 225	5 376 143	228 792	5 604 935	5 197 558
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	801 400	801 363	68 299	869 662	647 006
	60	10 418 355	9 357 719	612 612	9 970 331	9 167 590
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 534 470	1 417 933		1 417 933	1 372 810
Bibliothèques	62	3 014 300	2 963 188	420 970	3 384 158	3 603 448
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	100 000	75 000		75 000	
Autres	65	1 265 100	1 265 100		1 265 100	1 390 666
	66	5 913 870	5 721 221	420 970	6 142 191	6 366 924
	67	16 332 225	15 078 940	1 033 582	16 112 522	15 534 514
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	715 800	521 744		521 744	569 546
Autres frais	70	80 000	68 878		68 878	71 199
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	154 500	37 000		37 000	39 000
Autres	72	51 300	41 320		41 320	108 072
	73	1 001 600	668 942		668 942	787 817
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RÉSTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	5 100 000	5 063 961	(5 063 961)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Mont-Royal

Code géographique : 66072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	2 679 094	1 927 351
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 416 160	530 361
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 969 891	2 204 585
Ponts, tunnels et viaducs	7	(43 201)	198 699
Systèmes d'éclairage des rues	8		3 202
Aires de stationnement	9	427 987	
Parcs et terrains de jeux	10	174 743	427 011
Autres infrastructures	11	70 346	259 766
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	503 458	615 285
Édifices communautaires et récréatifs	14	709 445	127 639
Améliorations locatives	15	10 709	
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	102 503	28 694
Ameublement et équipement de bureau	18	255 208	132 440
Machinerie, outillage et équipement divers	19	582 714	757 964
Terrains	20		
Autres	21	(1 407)	85 642
	22	9 857 650	7 298 639

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	2 679 094	1 927 351
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	1 416 160	530 361
Autres infrastructures	27	3 599 766	3 093 263
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	2 162 630	1 747 664
	34	9 857 650	7 298 639

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	3 201 700	2 766 908	2 100 000	3 868 608
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	23 277 984		4 496 099	18 781 885
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	26 479 684	2 766 908	6 596 099	22 650 493
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 689 316		127 709	2 561 607
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 689 316		127 709	2 561 607
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 689 316		127 709	2 561 607
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 689 316		127 709	2 561 607
	19	29 169 000	2 766 908	6 723 808	25 212 100
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	29 169 000	2 766 908	6 723 808	25 212 100

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	25 212 100
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	7 584 148
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
----------------------------------------	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
------------------------------------------------------------	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	3 868 608
--------------------------------------------------	---	-----------

Débiteurs	9	2 561 607
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
-----------------------------------------	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	228
--------------------------------------------------------	----	-----

Autres		
--------	--	--

- Solde disp. règl. emp. fermés	13	284 640
---------------------------------	----	---------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	26 081 165
-------------------------------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	
------------------------------	----	--

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	246 071
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	5 105 629
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	31 432 865
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
------------------------------------------------------	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	56 817 000
------------------------------------------------------------	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--------------------------------------------------------	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	56 817 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	88 249 865
------------------------------------------------------------------------------------------------------	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
-----------------------------------------------------------------------------------	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	380 000	380 000	381 585
Autres	3	8 104 100	8 103 292	7 076 112
Sécurité publique				
Police	4	13 503 900	13 503 900	12 914 539
Sécurité incendie	5	7 541 300	7 541 300	7 166 506
Sécurité civile	6	32 400	32 500	42 398
Autres	7	194 600	194 600	182 313
Transport				
Réseau routier	8	172 500	172 500	187 015
Transport collectif	9	12 127 300	12 127 263	10 265 017
Autres	10	268 800	268 800	267 110
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	3 200 000	3 201 346	2 863 631
Matières résiduelles	12	1 242 000	1 242 000	1 263 471
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	120 000	119 926	120 874
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	550 400	548 368	556 572
Autres	17	69 500	69 500	55 118
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	55 600	55 600	127 195
Rénovation urbaine	19	111 200	111 300	114 476
Promotion et développement économique	20	834 900	834 539	704 891
Autres	21	27 800	27 800	8 480
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	801 400	801 363	607 879
Activités culturelles	23	1 265 100	1 265 100	1 390 666
Réseau d'électricité				
	24			
	25	50 602 800	50 600 997	46 295 848

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	9 857 650	7 298 639
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	9 857 650	7 298 639

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	30,00	35,00	63 934,00	3 286 953	913 137	4 200 090
Professionnels	2	10,50	35,00	19 182,00	714 079	194 372	908 451
Cols blancs	3	139,80	35,00	254 430,00	6 147 251	1 693 423	7 840 674
Cols bleus	4	85,60	38,00	169 180,00	4 852 349	1 530 449	6 382 798
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	265,90		506 726,00	15 000 632	4 331 381	19 332 013
Élus	9	7,00			212 582	91 965	304 547
	10	272,90			15 213 214	4 423 346	19 636 560

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		1 236 150	2 328 139		3 564 289
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		515 427	1 249 733		1 765 160
Autres	16	586 986	6 500			593 486
	17	586 986	1 758 077	3 577 872		5 922 935

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	91 814	164 794
	4	91 814	164 794
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8	1 129	3 640
	9	1 129	3 640
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	382 706	381 296
Enlèvement de la neige	11	9 245	9 584
Autres	12	27 394	26 620
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	419 345	417 500
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	44 353	49 076
Réseau de distribution de l'eau potable	17	47 754	46 163
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	5 365	4 802
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	97 472	100 041
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	15 280	16 910
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	43 325	84 294
Autres	38	577	638
	39	59 182	101 842
Réseau d'électricité			
	40		
	41	668 942	787 817

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	2018		2017
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	49 530	16 595
conseiller district #1	16 260	8 130
conseiller district #2	17 210	8 130
conseiller district #3	23 760	8 130
conseiller district #4	17 660	8 130
conseiller district #5	16 960	8 130
conseiller district #6	16 260	8 130

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Mont-Royal

Code géographique : 66072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Mont-Royal,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Mont-Royal (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après « l'état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

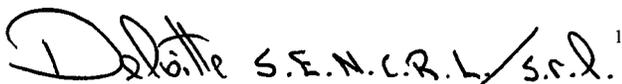
Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

 Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

¹
Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Brossard (Québec)

¹

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A108263

DATE 2019-05-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	79 379 530
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	420 600
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	42 632
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	27 891 957
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>51 865 541</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	6 742 335 469
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>6 800 272 327</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>6 771 303 898</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 [] [] [] , [7] [6] [6] [0] / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Mont-Royal

Code géographique : 66072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	78 077 670
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	78 077 670

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 500 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 500 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 500 000
	27	80 577 670

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	19 984
Écoles primaires et secondaires	8	462 466
	9	482 450

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	482 450

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	12 580
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	12 580

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	495 030

S57

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 5 165 397 861	X 5 0,2294	/100\$ 6 37 676 412				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 324 881 958	X 8 0,7294	/100\$ 9 2 369 689				
Immeubles non résidentiels	10 1 045 846 457	X 11 3,0708	/100\$ 12 32 115 853				
Immeubles industriels	13 168 807 086	X 14 3,0708	/100\$ 15 5 183 728				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 50 177 406	X 20 1,4588	/100\$ 21 731 988				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 78 077 670	26 ()	27 ()	28	29 78 077 670
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

5

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X 2	/100\$ 3					
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X 5	/100\$ 6					
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X 8	/100\$ 9					
Immeubles non résidentiels 10	X 11	/100\$ 12					
Immeubles industriels 13	X 14	/100\$ 15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X 17	/100\$ 18					
Autres 19	X 20	/100\$ 21					
Immeubles agricoles 22	X 23	/100\$ 24					
Total			25	26 ()	27 ()	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X 31	/100\$ 32					
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X 34	/100\$ 35					
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X 37	/100\$ 38					
Immeubles non résidentiels 39	X 40	/100\$ 41					
Immeubles industriels 42	X 43	/100\$ 44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X 46	/100\$ 47					
Autres 48	X 49	/100\$ 50					
Immeubles agricoles 51	X 52	/100\$ 53					
Total			54	55 ()	56 ()	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X 60	% 61	62 ()	63 ()	64	65	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	[] [] [] , [] [] \$
Égout	2	[] [] [] , [] [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[] [] [] , [] [] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Tarification d'eau	2,4000	7	du 1000 gallons

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	80 577 670
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	43 713
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	28 439 682
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	52 094 275

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 6 755 110 768

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019
(Ligne 10 + ligne 11 x 100)

12

		0	,	7	7	1	2
--	--	---	---	---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	32 115 853	5 183 728		731 988	2 369 689	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	902 202	485 801			88 960	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	33 018 055	5 669 529		731 988	2 458 649	

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	37 676 412			78 077 670
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	1 023 037			2 500 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	38 699 449			80 577 670

10

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>106 623 000 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>3 910 700 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>911 200 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>3 250 000 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-11</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nathalie Rhéaume , atteste que le rapport financier de Mont-Royal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-13.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Mont-Royal.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Mont-Royal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Mont-Royal détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-03 19:15:37

Date de transmission au Ministère :